

Discours d'Anthony Bellanger

Secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ)

MERCREDI 29 JANVIER – BRUXELLES - PALAIS DES ACADÉMIES

Mesdames, Messieurs, chers collègues, cher Edwy, cher John, au nom de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), la première organisation mondiale de la profession avec 600.000 adhérents répartis dans 146 pays, je tiens à remercier sincèrement Carta Academica et tout particulièrement Annemie Schaus et Vincent Engel pour l'organisation de cette remise de ces **Academic Honoris Causa**, en l'honneur des lanceurs d'alerte américains Edward Snowden et Chelsea Manning, qui est d'ailleurs retournée en prison ; de la journaliste britannique Sarah Harrison, qui est la plus proche collaboratrice de Julian Assange, et Julian Assange celui vers qui tous les projecteurs sont braqués actuellement.

Nous étions [lundi midi](#), il y a deux jours, au Conseil de l'Europe à Strasbourg avec John Shipton, le père de Julian Assange, et Nils Melzer, rapporteur spécial des NU sur la torture, pour redire tout notre soutien à Julian Assange, mais aussi pour confirmer les inquiétudes que nous avons quelques semaines avant que n'aient lieu ses premières auditions, en vue de son extradition vers les EU.

Fondateur et ancien rédacteur en chef de Wikileaks, Julian Assange est membre de notre syndicat en Australie, la MEAA, la Media Entertainment and Arts Alliance. Et en tant que membre de la MEAA, il est de fait adhérent de la Fédération internationale des journalistes et même le détenteur de notre Carte de presse internationale (CPI).

L'enquête remarquable de Mediapart, parue il y a deux jours, sur l'espionnage de Julian Assange par les services américains, montre, si nous en doutions encore, que notre collègue australien est [aujourd'hui](#) l'ennemi public numéro 1 des services américains et du Président Trump en particulier. [Lundi](#), à Strasbourg, Nils Melzer a confirmé qu'en cas d'extradition vers les Etats-Unis, Julian Assange n'aurait pas le droit à un procès équitable, mais plutôt à une justice expéditive comme celle du Royaume-Uni il y a quelques mois : un procès au pénal, sans possibilité pour lui de préparer sa défense ; un

procès expéditif, comme on en voit [aujourd'hui](#) en Turquie : 15 minutes, pas une de plus. 15 minutes après être entré, Julian Assange était condamné et traité de « narcissique » par le juge.

La Fédération internationale des journalistes redit ici que toute peine de prison pour Assange est excessive car il n'a fait que remplir sa mission d'informer et, jusqu'à preuve du contraire, il n'a commis aucun crime.

Son seul crime aura été de dénoncer ceux des autres.

Des crimes de guerre documentés, qui ont détruit des milliers de vies, des centaines de civils.

La FIJ et la FEJ ont d'ailleurs publié récemment une alerte sur la Plateforme du Conseil de l'Europe (CoE), la plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, dénonçant les conditions de détention arbitraires et scandaleuses de JA ; nous nous sommes appuyés évidemment sur le rapport de Nils Melzer, le rapporteur spécial des NU sur la torture;

Bien évidemment, le Royaume-Uni n'a pas répondu au CoE, qui a saisi le gouvernement anglais dans la foulée de cette alerte, comme il n'avait répondu au rapporteur spécial des NU sur les conditions d'enfermement de Julian Assange.

En attendant que l'histoire juge tous ces prédateurs de la liberté d'expression, nous sommes [aujourd'hui](#) de plus en plus à considérer que le cas Assange est emblématique pour la liberté de la presse.

John Shipton me disait [lundi](#) qu'« *enfermer son fils était une insulte à la démocratie et une insulte à la liberté des médias* ».

Julian Assange, Edward Snowden, Chelsea Manning et Sarah Harrison sont les résistants du XXI^e siècle.

Le terme « *résistants* » n'est pas galvaudé tant les conséquences sont terribles sur leur vie personnelle. Deux sont en prison (Julian Assange au Royaume-Uni et Chelsea Manning aux Etats-Unis), un est en exil forcé en Russie (Edward Snowden) et attend la confirmation prochaine de la prolongation de cet exil pour trois nouvelles années.

Quant à la journaliste Sarah Harisson, pour des raisons de sécurité, elle se fait rare en public, mais elle continue de se battre aux côtés de Julian Assange. Elle avait l'habitude de dire : «Quand les lanceurs d'alerte sortent de l'ombre, nous devons nous battre pour eux, afin que d'autres soient encouragés.

Quand ils sont muselés, nous devons être leur voix.

Quand ils sont pourchassés, nous devons être leur bouclier.

Quand ils sont enfermés, nous devons les libérer.

Nous donner la vérité n'est pas un crime.

Ce sont nos données, nos informations, notre histoire.

Nous devons nous battre pour les posséder. Le courage est contagieux.»

Ces quatre « résistants » n'auront pas volé ces **Academic Honoris Causa**, mais ils méritent surtout notre protection à tous, nous, citoyens, journalistes, syndicalistes, défenseurs des droits humains et de la liberté d'expression, écrivains, juristes, professeurs, philosophe. Mais nous ne sommes pas encore assez nombreux. Pourtant, les lignes bougent :

- [Lundi](#), le député européen allemand Andrej Hunko, qui organisait un événement au Conseil de l'Europe à Strasbourg autour d'Assange, a lancé après des parlementaires européens une pétition pour qu'il soit libéré;
- La FIJ et beaucoup d'autres ont signé l'Appel lancé [aujourd'hui](#) où il est demandé à la Belgique qu'elle reconnaisse Julian Assange comme prisonnier politique, qu'elle lui accorde sa protection et qu'elle mette en œuvre tous les moyens nécessaires pour obtenir le rejet de la requête américaine d'extradition et qu'elle l'accueille en lui octroyant un permis de séjour. En prenant une telle décision, la Belgique sortirait grandie du marasme mondial politique actuel et montrerait au reste du monde que les Américains ne sont pas seuls sur Terre. Mais peut-elle le faire ?
- Dans le même temps, la FIJ demande, [aujourd'hui](#) et solennellement, à la commune de Bruxelles, à son bourgmestre et à ses échevins, de reconnaître Julian Assange comme citoyen d'honneur de Bruxelles. Nous sommes en discussion avec la

maire de Paris pour qu'elle en fasse autant. John Shipton a déjà dit qu'en l'absence de Julian, il s'y déplacerait car son petit-fils, le fils de Julian, vit en France. Je suis certain qu'il sera ravi de venir sur la Grand-Place, au cœur de l'Europe, et je me tiens à la disposition du bourgmestre de Bruxelles pour tout organiser.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, vous l'avez compris, le cas de Julian Assange dépasse le symbole.

Cet homme ne mérite pas ce qu'il endure;

cet homme ne mérite pas d'être détenu ;

cet homme ne mérite pas d'avoir été placé à l'isolement plus de 9 mois, il en est sorti la semaine dernière, sachant qu'on est dans un cas de torture psychologique au-delà de 15 jours d'isolement, selon le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture.

Cet homme, je le rappelle, n'a fait que dénoncer les crimes, les malversations et les atrocités des autres.

Je voudrais terminer en saluant également le combat de tous les autres lanceurs alerte dont on parle beaucoup moins. Certains d'entre eux sont aussi derrière les barreaux ou violemment menacés.

Je pense notamment à :

- Glenn Greenwald menacé d'incarcération par le président brésilien Bolsonaro à la suite de la publication de messages échangés entre l'ex-juge Sergio Moro, désormais ministre de la Justice, et des procureurs afin de faire condamner l'ancien président Lula.
- Rui Pinto, à l'origine des Football Leaks, est toujours en prison à Lisbonne. Ses informations ont permis de faire condamner des footballeurs professionnels comme Cristiano Ronaldo pour fraude fiscale, mais lui, l'informateur, moisit en prison en attendant son procès.

Martin Luther King disait que «**Chacun a la responsabilité morale de désobéir aux lois injustes.** »

Snowden, Manning, Assange, Harrison, ces résistants du XXIe siècle, l'ont bien compris et ont tous en commun la valeur de l'information d'intérêt public.

Aidons-les pour qu'ils ne soient plus jamais seuls à prendre des risques.

Je vous remercie. /AB